Benjamin Netanyahu a adressé un appel à la clémence au président Isaac Herzog le 30 novembre 2025. L'opposition israélienne émet de vives critiques.

Netanyahu, accusé de corruption (pots-de-vin, fraude et abus de confiance), a officiellement demandé au président de son pays de le gracier. Selon Reuters, l'exposé des motifs indique qu'une grâce est nécessaire parce que le procès affecte sa capacité à gouverner et que la fin des négociations servirait « l'intérêt national » d'Israël.

Vives critiques de l'opposition et des experts juridiques

Les politiciens de l'opposition exigent que Netanyahu reconnaisse sa culpabilité et se retire de la vie politique : Yair Lapid, par exemple, a fait valoir qu'on ne pouvait pas gracier quelqu'un qui ne reconnaissait pas sa culpabilité. Le président du parti « Les Démocrates », Yair Golan, s'est opposé à la demande en déclarant : « Only the guilty seek a pardon ». En d'autres termes, seuls les coupables demandent grâce.

Selon des experts juridiques, la demande de Netanyahu est une « tentative directe de contourner les tribunaux » – un précédent qui sape des normes établies de longue date, écrit The Jerusalem Post. Ils soulignent également que les grâces avant condamnation sont « rares et exceptionnelles » en Israël. Une telle mesure pourrait endommager durablement les normes démocratiques et l'indépendance de la justice. Les critiques y voient un danger pour l'État de droit – et mettent en garde contre un signal indiquant que les politiciens puissants sont au-dessus de la loi.

Manifestations en Israël

Dans la nuit qui a suivi la demande, de nombreux manifestants se sont rassemblés devant la maison du président Herzog à Tel Aviv pour protester contre une grâce – avec la banane comme symbole : ils ont averti qu'un succès de la grâce dégraderait Israël en une « république bananière ».

Des organisations de la société civile ont également averti qu'une grâce en plein procès – sans reconnaissance de culpabilité – créerait un dangereux précédent et saperait le principe de « justice égale pour tous ».

Soutien d'une partie du gouvernement et de l'étranger

En revanche, le camp Netanyahu a apporté son soutien et sa solidarité : pour le

ministre de la Défense Israël Katz, la demande est « essentielle pour la sécurité nationale d’Israël ». Le président américain Donald Trump avait également écrit à Herzog pour lui demander de gracier Netanyahu, qualifiant les accusations de motivations politiques.

Sources :

Reuters, The Jerusalem Post, AP News, i24NEWS et autres